



Rapport sur l'Evaluation Rapide Multisectorielle

Evaluation conjointe ASDI-RDC & HD AFRICA

Code EHTOOLS : 4277

Province du Nord-Kivu

Territoire de Beni

Secteur de RUWENZORI

Zone de santé de MUTWANGA

Aires de santé de Bulongo, Kitokoli, Lume et Nzenga.

Date de l'évaluation : Du 20 au 23 Avril /2022

Date du rapport : 05 /05/2022

Pour plus d'information, Contactez :

Dr Patrick AMANI SANGINGA
Program Manager (HD AFRICA)
Email : patysanginga@hdafrica.com,
info@hdafrica.com ; hdafricaasbl@gmail.com
Phone : +243 995902030 ; +243 811516717

TSDR Bienvenu KAMBALE SIKWAYA
Program Manager (ASDI RDC)
Email : asdirdcdev@gmail.com
Phone : +243 991283517 ; +243 810721298

Aperçu global de la situation

Situé en province du Nord-Kivu, le territoire de Beni est confronté à des crises humanitaires complexes depuis 2014 à la suite de l'activisme des groupes armés (GA) dont principalement les présumées Forces Démocratiques Alliées, en sigle ADF en Anglais une rébellion ougandaise présente en RDC depuis la fin des années 1980.

Par leur mode d'action ; les ADF s'attaquent directement aux populations civiles par des meurtres ou des enlèvements, ils pillent leurs biens de valeurs et des produits de champs, ils incendient des maisons ainsi que des véhicules et détruisent ou pillent des infrastructures communautaires de base comme les structures sanitaires ou scolaires. Ces attaques ont pour conséquence sur la protection des civils et provoquent des mouvements de population.

Le territoire de Beni étant composé de 2 secteurs (Beni - Mbau et Ruwenzori) et de 2 chefferies (Bashu et Watalinga), toutes ces entités administratives sont sous menace de l'activisme des ADF.

Jusqu'à février 2020, le secteur de Ruwenzori du territoire de Beni fut une zone d'accueil des déplacés en provenance du secteur de Beni - Mbau et de la Chefferie des Watalinga où les exactions des présumés ADF avaient commencé depuis 2014. A cette période, le secteur de Ruwenzori était relativement calme et constituait un grenier pour la ville de Beni à la suite de sa capacité de production alimentaire.

C'est à partir du début de l'année 2020 que les présumés ADF ont perforé le secteur de Ruwenzori, engendrant ainsi des conséquences énormes au sein des populations tels que ; l'abandon des champs ainsi que des moyens de subsistance, le déplacement des populations suivi d'une importante croissance de vulnérabilité multisectorielle et la régression de la situation économique dans la zone.

Au cours de l'année de 2021, plusieurs villages ont été abandonnés par leurs populations à la suite de la recrudescence des exactions commises par les présumés ADF suivi d'importants mouvements de populations et d'énormes pertes en vie humaines ainsi que la dégradation du contexte humanitaire.

Au dernier trimestre de l'an 2021, les attaques des présumés ADF ont visé les localités/villages de la zone de santé de Mutwanga tels que Mwenda, Loselose, Bahatsa, Murambi, Papi, Keneambaore, Mabondo, Halungupa, Loulo, Kabalwa, Kilya, Kisima, Kalembo, Bulongo, Toya, Nzenga, Hurara etc. ont été la cible créant le déplacement massif des populations de ces entités vers les localités/villages/communes rurales du Sud-Est de la de la même zone de santé entre autre à Lume, Rugetsi, Bukira, Masambo, Kasanga, Ighabiro, Muramba, Kasindi, Lubiruha etc. et aussi vers la ville de Beni.

Le lancement des opérations conjointes FARDC - UPDF a provoqué l'éparpillement des présumés ADF vers les plusieurs zones de santé principalement vers la partie Ouest et Sud du Territoire de Beni. Au Sud du Territoire, plusieurs attaques de ces rebelles et celles des groupes armés locaux ont occasionné en janvier et février 2022 l'arrivée des déplacés vers le Sud Est de la zone de santé de Mutwanga, principalement vers Lume et Kasindi.

Le déploiement des nouvelles unités FARDC en janvier 2022 dans le Secteur de Ruwenzori a permis de mieux sécuriser plusieurs axes de la zone de santé de Mutwanga encourageant ainsi un mouvement retour vers les localités de l'axe Bulongo - Kyavitumvi - Nzenga.

Les dernières attaques au début avril 2022 vers la région de Masambo ont provoqué des nouvelles vagues de déplacement des populations vers Lume.

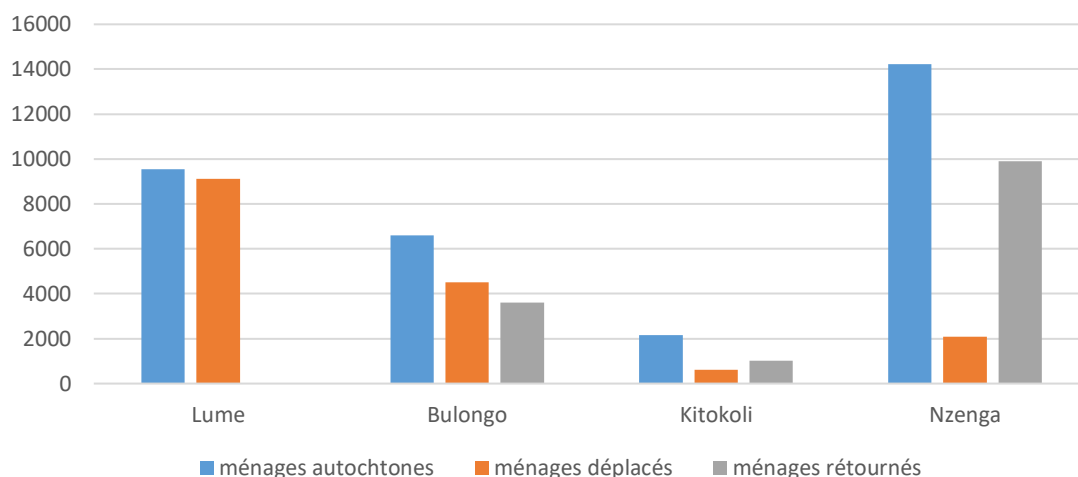
La détérioration de la situation sécuritaire depuis le dernier trimestre 2021 a affecté l'accès sur l'axe Beni – Kasindi rendant ainsi difficile le déploiement de l'assistance vers plus de 150 000 personnes déplacées en zone de santé de Mutwanga. L'inclusion de routing UNHAS à partir du 18 avril 2022 vers Mutwanga et Kasindi pourra permettre d'atteindre ces personnes déplacées ainsi que les retournés qui commencent à regagner leurs villages.

D'importants besoins humanitaires ont été ainsi documentés par la mission dans les localités d'accueil, dont les plus importants sont en termes de nourriture, abris, AME, santé (accès gratuits aux soins en faveur des ménages déplacés / retournés et les familles d'accueil), en WASH surtout dans les ménages d'accueil et en éducation en faveur des enfants déplacés / retournés.

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	X Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Crises électorales ☐ Autre																														
Date du début de la crise :	Février 2020	Date de confirmation de l'alerte : Le 07 avril 2022																														
Code EH-Tools	4277 (Axe Mutwanga – Bulongo – Lume en zone de santé de Mutwanga)																															
Il existe des conflits armés persistants à la base de la dégradation de la situation humanitaire dans la zone																																
Description du conflit	La persistance des violences des présumés ADF en secteur de Ruwenzori depuis janvier 2022 a engendré dans la zone des conséquences néfastes sur la situation humanitaire. Les tueries des civiles, le pillage de leur biens, l'incendie de leurs maisons, de leurs boutiques, des véhicules et des infrastructures communautaires perpétrés par les présumés ADF ont rendu la population de la zone très vulnérable à différent niveau suite : - Au déplacement des populations qui les coupent de leurs moyens de survie investis dans leurs villages d'origine; - Accueil des déplacés en communauté hôte ayant structurellement une faible capacité de substance ; - Non accès aux infrastructures / services de base : éducation et protection, soins médicaux, eau, hygiène et assainissement ; - Insécurité alimentaire suite au non accès aux champs et désarticulation de l'économie de la zone Suite aux attaques récurrentes qui visent les sources de revenu des ménages. Les agglomérations telles que Bulongo, Nzenga, Mutwanga et Lume en Zone de santé de Mutwanga en sont victimes suite à leurs capacités de faire face à cette crise humanitaire quel que soit minime et que la persistance de l'insécurité fait croire la vulnérabilité dans la zone. C'est dans ce contexte qu'OCHA Nord-Kivu avait lancé une l'alerte EH Tools 4277 en date du 07 avril 2022 à laquelle les ONG ASDI – RDC et HD AFRICA répondent pour une évaluation rapide multisectorielle. L'objectif de la mission est de collecter les informations qui pourront éclairer la situation humanitaire basée sur les besoins prioritaires des ménages autochtones, retournés et déplacés de la zone dans les secteurs Wash, Santé-nutrition, Education, Protection, AME-abris et Sécurité alimentaire.																															
Mouvements de population :	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Aire de santé</th><th>Autochtones</th><th>Déplacés</th><th>Retournés</th><th>Pression</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>BULONGO</td><td>6 590</td><td>4 503</td><td>3 602</td><td>68,3 %</td></tr> <tr> <td>LUME</td><td>9 540</td><td>9 121</td><td>-</td><td>95,6 %</td></tr> <tr> <td>KITOKOLI</td><td>2 162</td><td>617</td><td>1 026</td><td>28,5 %</td></tr> <tr> <td>NZENGA</td><td>14 224</td><td>2 099</td><td>9 894</td><td>14,7 %</td></tr> <tr> <td>TOTAL</td><td>32 516</td><td>16 340</td><td>14 522</td><td>50,2 %</td></tr> </tbody> </table> Le mouvement de population d'ampleur croissante s'observe en secteur de Ruwenzori par la suite aux attaques ADF cycliques et répétitives dans les localités d'origine ainsi que dans différentes localités de déplacement.		Aire de santé	Autochtones	Déplacés	Retournés	Pression	BULONGO	6 590	4 503	3 602	68,3 %	LUME	9 540	9 121	-	95,6 %	KITOKOLI	2 162	617	1 026	28,5 %	NZENGA	14 224	2 099	9 894	14,7 %	TOTAL	32 516	16 340	14 522	50,2 %
Aire de santé	Autochtones	Déplacés	Retournés	Pression																												
BULONGO	6 590	4 503	3 602	68,3 %																												
LUME	9 540	9 121	-	95,6 %																												
KITOKOLI	2 162	617	1 026	28,5 %																												
NZENGA	14 224	2 099	9 894	14,7 %																												
TOTAL	32 516	16 340	14 522	50,2 %																												

Répartition des ménages en zone évaluée par statut



Commentaires : ce graphique nous montre qu'à l'AS Lume, il n'y a pas de retournés, plutôt les déplacés dont le nombre est presque proportionnels aux autochtones. Cela s'explique que la commune n'a jamais été attaquée par les ADF et que la plupart des déplacés se concentrent dans localité zone. Les sources locales ont relevé que l'enregistrement des déplacés n'est pas systématique et que le nombre des PDIs est supérieur à celui des autochtones/familles d'accueil. Si à l'AS Kitokoli et l'AS Nzenga, il y a moins des PDIs mais il y a plus de retournés / famille d'accueil et autochtones, c'est par ce que ces agglomérations sont souvent victimes des atrocités des ADF et les PDIs ont peur d'y rester.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

% de ménages par statut	Résultats	Résultats EM
Déplacés	25,8%	33%
Retournés	22,9%	31%
Communauté hôte / autochtones	51,3%	36%
Réfugiés	0%	0%
Rapatriés/Expulsés	0%	0%
Nombre de ménages par statut		
Déplacés	16 340	33
Retournés	14 522	31
Communauté hôte / autochtones	32 516	36
Nombre total de ménages dans la zone enquêtée	63 378	100
Taille moyenne des ménages	6	

Dégradations subies dans la zone de déplacement / de retour

Il y a une dégradation de la situation humanitaire dans la zone par la non accessibilité de la population aux activités de survie (l'agriculture, l'élevage de petit bétail et le petit commerce) par la suite de l'insécurité croissante.

Distance moyenne entre la zone de départ et celle d'accueil

En km : 5 à 75 Km
 En temps parcouru : 1 à 3 jours
 Moyen de déplacement : Pied, vélo, Moto, véhicule.

Lieu d'hébergement

Les retournés et les déplacés vivent généralement dans des abris en pisé dont certains sont en état de vétusté. Les déplacés sont soit logés dans des **familles d'accueil** soit dans des **maisons de location** sur l'axe Mutwanga – Nzenga (Nzenga I, Nzenga II, Nzenga III, Nzenga IV, Nyakaghera, Kanyatsi, Kyavithumbi I, Kyavithumbi II, Kyavithumbi III, Mutsora, Mapou, Musimbila, Thaliha, Buliha I et Buliha II).

Les déplacés sont plus installés et dénombrés en **famille d'accueil**, dans les **maisons de location** et dans des **maisons gratuitement octroyées** sur l'axe Bulongo – Lume.

	Notons que le cout de location variant entre 5 – 10 \$ par mois. Les difficultés de paiement régulier de loyer sont une source de conflit récurrent entre les propriétaires de bail et les PDIs. Par ailleurs il est à noter d'autres conflits qui opposent déplacés et retournés ; il s'agit des conflits fonciers concernant l'occupation des propriétés abandonnées par les retournés lors de fuite des attaques ADF. Il a été rapporté que les maisons ou champs des retournés sont souvent occupés par les déplacés. Cette situation occasionne des tensions et diminue le degré d'acceptation communautaire pour les déplacés.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les opérations militaires en cours dans les villages de provenance des IDP ont accentué l'activisme des présumés ADF suite à une faible sécurisation des villages derrière les lignes de front. Les présumés ADF étant encore très actifs dans la violence généralisée dans les villages situés en – dehors des deux axes ci – haut cités ; il est difficile que les déplacés envisagent à court terme le retour dans leurs zones de provenance qui encore en cours de sécurisation par les FARDC. Ensuite, la population qui tente d'aller aux champs dans leurs zones de provenance est souvent victime des atrocités des ADF (soit elle est retrouvée déjà abattue aux champs, soit portée disparue ou enlevée).
Si épidémie :	Il n'y a aucune épidémie déclarée dans la zone. Toutefois ; les pathologies inquiétantes aux populations retournées et déplacées sont : - La croissance de cas de la malnutrition (les rechutes et les nouveaux cas) ; - Le paludisme qui est endémique ; - Les maladies sexuellement transmissibles ; - La diarrhée à répétition chez les enfants de 6 – 59 mois et les enfants en âge scolaire ; - La prévalence du VIH-Sida en croissance 4,34 % dans les six derniers mois allant du 31 Août 2021 au 31 mars 2022. Toutefois, la proximité de la zone de santé de Mutwanga avec l'Ouganda la met à haut risque de COVID 19 du fait des circulations frontalières entre la RDC et l'Ouganda.
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Comme signalé ci-haut, il n'y a pas d'épidémie dans la zone. Mais les conflits armés ont généré les facteurs ci-après qui pourraient favoriser la vulnérabilité des populations à l'épidémie - L'insécurité alimentaire - Le nonaccès aux soins de santé de qualité ; - Le non accès à l'eau et aux infrastructures d'hygiène et assainissement ; - La pauvreté structurelle qui entraine les filles et femmes désœuvrées à se livrer à la commercialisation de sexe avec les risques de propagation du VIH-Sida des IST.

1.2. Profil humanitaire de la zone

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Déplacement des populations par la suite des exactions commises par les présumés ADF dans la région	Appui aux structures dans l'approvisionnement des intrants antipaludéens (Artésunate injectable, AZAK et autres kits).	CSR BULONGO CS NZENGA CS KITOKOLI	IMA via PPSSP	Gratuité des soins aux patients souffrant du paludisme
	Gratuité de l'accouchement	CS NZENGA CS KITOKOLI	PDSS	Gratuité de l'accouchement sous condition d'avoir un jeton d'identification à 1 000 FC.
Sources d'information	CSR BULONGO : IT KULE SINE : 0995673637 ; KAHINDO KAMBERE : 0991996529 CS NZENGA : ITA PALUKU KULE Jean-Pierre : 0970379470 ; Nutr KAVIRA TSONGO Clarice : 0972782439 ; KAVUGHO MALYANI Charline : 0994447025. CS KITOKOLI : THEMBO MUSUBUA : 0990132419 ; KAMBALE SIWAITHIRA : 0994010362			

Notons que le CSR de BULONGO n'est pas bénéficiaire du projet PDSS pour la gratuité de l'accouchement, mais bénéficiaires des antipaludéens avec PPSSP appuyé par IMA.

Quelques défis ont été identifié dans le domaine de la Santé-Nutrition en ZS Mutwanga pour ne citer que:

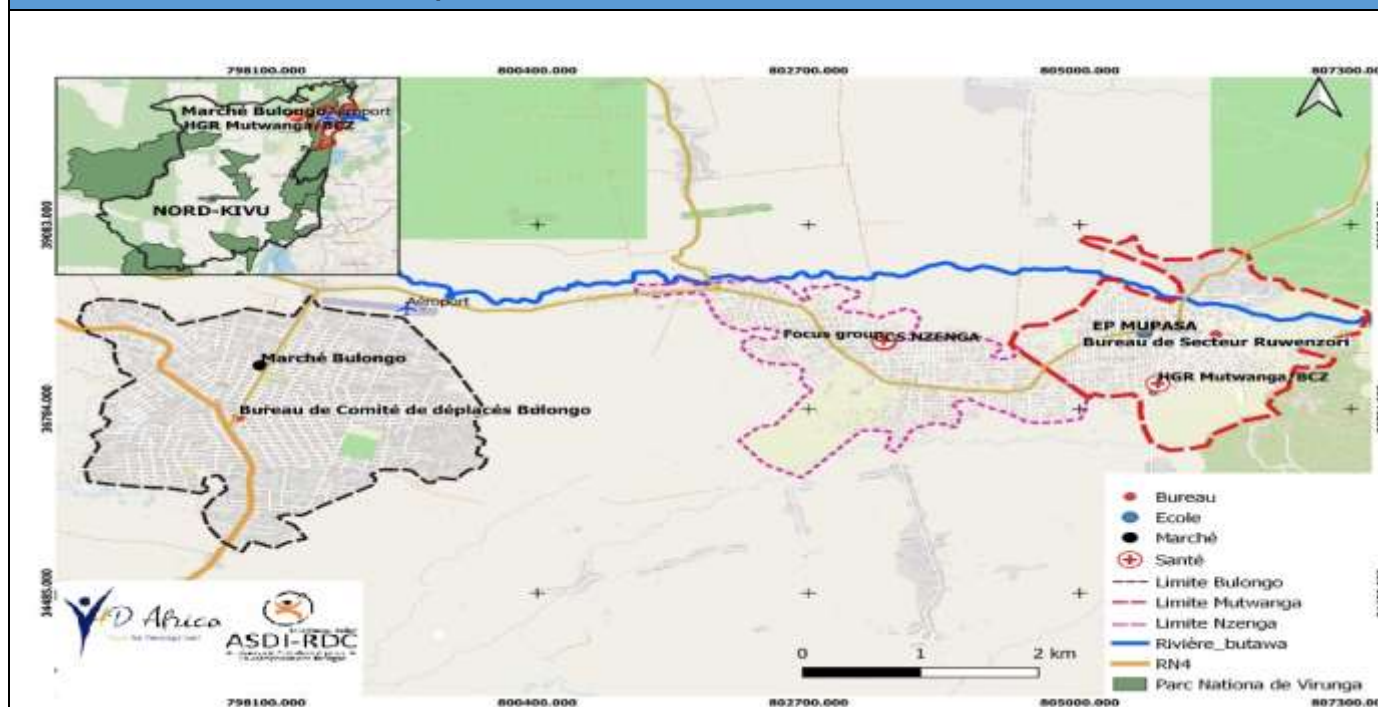
- L'absence de paquet de la prise en charge des FEFA (femme enceinte et femme allaitante) avec MAM (malnutrition aigüe modéré) ;

- L'absence du paquet de la MAS (malnutrition aigüe sévère) ;
- Le non-accompagnement pour ANJE (alimentation du nourrisson et du jeune enfant).

1.3. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage	- Sur base d'un échantillonnage par choix aléatoire des ménages ; 45% constituaient des autochtones retournés, 25% des familles d'accueil et 30% des IDP ; - Sur base des visites aux infrastructures, l'observation de 17 écoles primaires, de 10 sources d'eau, de 4 structures de santé (HGR Mutwanga, CSR Bulongo, CS Kitokoli et CS Nzenga) et 2 marchés a été réalisée ; - 5 réunions du type focus groups ont été organisées où l'on a interviewé, dialoguer et échangé avec différents participants (responsables scolaires, sanitaires, les relais communautaires, les membres de la société civile et chefs locaux).
-------------------------------	--

Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités



Techniques de collecte utilisées	- Contacts avec et échanges les leaders ainsi que les personnes clé de la zone pour comprendre le contexte général ; - Organisation des réunions du type focus groups mixtes et séparés (hommes/femmes) sur l'aperçu des secteurs touchés par la crise; - Entretiens avec informateurs clés sur les moyens de subsistance des ménages - Collectes directes d'informations dans les ménages ; - Visites des infrastructures scolaires, sanitaires et d'assainissement ; - Analyses des éléments des risques et appréciation du marché.			
Contact des personnes en mission	Noms et Prénoms	ONG	Téléphone et adresse E-mail	
	Dr Patrick SANGINGA	HD AFRICA	0995902030	sangingapat@gmail.com
	Jean Claude MAINDO	HD AFRICA	0812063124	maindocaleb@gmail.com
	Joseph NYUNDA	HD AFRICA	0998706535	nyundajoseph1@gmail.com
	Henry SIVANZIRE K	ASDI - RDC	0997711556	mulobimubahia@gmail.com
	Corneille KATSUVA	ASDI - RDC	0997130947	katembokibukiro@gmail.com

1.4. Besoins prioritaires

1.4.1. Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	0%
Nourriture	58%	15%	3%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétails, ...)	0%	0%	0%
Nutrition (Plumpy Nut)	2%	0%	3%
Abris	12%	1%	7%
Articles ménagers essentiels (Casseroles, bidons, habits)	8%	52%	0%
Eau, hygiène et assainissement (Eau, savons, latrines)	0%	0%	27%
Santé	6%	3%	45%
Education	1%	26%	0%
Protection (y compris la sécurité)	4%	1%	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0%	0%
Communication	0%	0%	0%
Moyens financiers (Cash)	9%	2%	15%
Autres	0%	0%	0%

Commentaire :

Les besoins prioritaires identifiés dans les ménages enquêtés sont présentés de priorités 1 à 3 comme suit :

- Priorité 1 : Nourriture (58%)
- Priorité 2 : Articles ménagers essentiels (52%)
- Priorité 3 : Santé (45%).

1.4.2. Besoins prioritaires selon les IC (Fréquence pondérée)

Besoins prioritaires selon les IC (Fréquence pondérée)	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	13	3	1
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétails, ...)	0	0	0
Nutrition (Plumpy Nut)	0	0	1
Abris	3	0	2
Articles ménagers essentiels (Casseroles, bidons, habits,...)	2	11	0
Eau, hygiène et assainissement (Eau, savons, latrines, ...)	0	0	6
Santé	1	1	9
Education	0	6	0
Protection (y compris la sécurité)	1	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (Cash)	2	1	3
Autres	0	0	0

Commentaire :

Les besoins prioritaires identifiés avec les informateurs clés (Fréquence pondérée) sont présentés de priorités 1 à 3 comme suit :

- Priorité 1 : Nourriture (13)
- Priorité 2 : Articles ménagers essentiels (11)
- Priorité 3 : Santé (9).

1.4.3. Besoins prioritaires selon les GDC / RDS / OL (Synthèse) dans la zone de retour

Besoins prioritaires selon les GDC / RDS / OL (Synthèse)	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	18	5	1
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétails, ...)	0	0	0
Nutrition (Plumpy Nut)	1	0	1
Abris	4	0	2
Articles ménagers essentiels (Casseroles, bidons, habits,...)	2	16	0
Eau, hygiène et assainissement (Eau, savons, latrines, ...)	0	0	8
Santé	2	1	14
Education	0	8	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (Cash)	3	0	4
Autres	0	0	0

Commentaire :

Les besoins prioritaires identifiés dans les groupes de discussion communautaires / Résultat de données secondaires / Observation libre sont présentés de priorités 1 à 3 comme suit :

- Priorité 1 : Nourriture (18)
- Priorité 2 : Articles ménagers essentiels (16)
- Priorité 3 : Santé (14).

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

L'insécurité alimentaire qui sévit dans la zone est consécutive à l'inaccessibilité des populations aux zones de production par la suite de l'activisme des présumés ADF. L'insécurité alimentaire se fait sentir avec une probabilité de s'accroître, eu égard au nombre des retournés / déplacés dans la zone. En effet, 80% des ménages affirment le problème de l'accès difficile aux vivres par la suite de l'insécurité leur empêchant d'accéder aux champs.

La crise dans l'axe Bulongo - Lume a occasionné les mouvements de population déplacée et retournée, la perte et abandon des moyens d'existence qui impactent négativement le vécu quotidien des populations des zones affectées.

Tenant compte de la fréquence des repas par jour (un ou zéro), la qualité et la quantité des aliments consommés (bouillie, légumes, bananes non-mûres), l'accès limité aux champs, et le dysfonctionnement des marchés induisant la hausse des prix des aliments de base, il ne laisse aucun doute que les populations dans les zones affectées (AS Bulongo, Lume, Kitokoli et Nzenga) sont exposées à une situation d'insécurité alimentaire aigue.

Les résultats ressortis par le sondage auprès d'un échantillon de 100 ménages dont 33 ménages de déplacés, 31 ménages de retournés et 36 ménages des populations autochtones) dans les communes rurales de Bulongo et Lume, Mutwanga cité et Nzenga reflètent à peu près la situation de la majeure partie de la zone :

Population déplacées :

- Score de consommation alimentaire : Acceptable 0% - Limite 4% - Pauvre 96% ;
- Indice domestique de la faim (IDF / HHS) : Peu de faim 14% - Faim modérée 60% - Faim sévère 26% ;
- Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) : Acceptable 1% - Limite 23% - Pauvre 76% ;
- Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi) : Normal 0% - Stress 3% - Crise 25% - Urgence 72%.

Population retournées :

- Score de consommation alimentaire : Acceptable 0% - Limite 5% - Pauvre 95% ;
- Indice domestique de la faim (IDF / HHS) : Peu de faim 17% - Faim modérée 62% - Faim sévère 21% ;
- Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) : Acceptable 0% - Limite 19% - Pauvre 81% ;
- Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi) : Normal 0% - Stress 1% - Crise 21% - Urgence 78%.

Population autochtones :

- Score de consommation alimentaire : Acceptable 1% - Limite 4% - Pauvre 95% ;
- Indice domestique de la faim (IDF / HHS) : Peu de faim 12% - Faim modérée 61% - Faim sévère 27% ;
- Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) : Acceptable 0% - Limite 22% - Pauvre 78% ;
- Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi) : Normal 1% - Stress 2% - Crise 22% - Urgence 75%.

Le défi lié à ce conflit a aggravé le niveau de malnutrition existant déjà au sein de la population touchée, avec des indicateurs dépassant largement les seuils admis. Si la situation n'est pas maîtrisée, la situation des populations risquera de s'aggraver du point de vue de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Résultat d'enquête sur les principales sources de nourriture dans les 100 ménages.



Commentaire :

44% des ménages enquêtés s'approvisionnent en vivres à travers les dons des familles et connaissances. Par contre, 18% prennent les risques d'accéder aux champs malgré les risques assaillants et rebelles ADF à leurs propres produits de champs. Cependant 14% s'empruntent les vivres, 13% effectuent des travaux journaliers en échange aux vivres et 11% ne vivent que du marché suivi des activités de petit commerce.

2.1.1. Production agricole, élevage et pêche	L'agriculture est la principale activité de subsistance des habitants dans la zone. Les principales cultures vivrières sont le manioc, le haricot et les bananes plantains. Tandis que les cultures pérennes industrielles sont le Cacaoyer, Vanillier, caféier et palmier à huile. Quant à l'élevage, les conflits ADF ont occasionné les pillages des cheptels d'animaux domestiques tels que les chèvres et porcs ainsi que les volailles
2.1.2. Situation des vivres dans les marchés	Trois (3) marchés sont opérationnels dans la zone dont Kathina à (Lume), Bulongo (au quartier Bimbwembwe) et Mutwanga (à Vingazi). Le marché de Mutwanga est opérationnel chaque mercredi et samedi tandis que le marché de Lume fonctionne chaque jeudi. Le marché Bulongo fonctionnant chaque mercredi. Ces marchés présentent des quantités très insuffisantes de denrées alimentaires et non alimentaires. Ceci explique la flambée de prix observée sur ces marchés depuis la dernière crise.
2.1.3. Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les ménages déplacés et retournés recourent à plusieurs stratégies pour faire face à la crise. Il s'agit notamment de : - La limitation de la consommation des adultes au profit des enfants. - La consommation des aliments à moindre valeur nutritive (moins chères et moins préférées) - La Diminution de la quantité et du nombre de repas dans une journée.

Réponses humanitaire en vivres dans la zone

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune réponse en sécurité alimentaire n'a été signalée dans la zone.				

Gaps et recommandations	Gap : couverture en vivres et relance économique. Recommandations : - Assurer une assistance alimentaire d'urgence (distribution des vivres) ; - Appuyer les associations locales dans les activités de jardinage parcellaire et d'AGR ; - Lancer le programme « AVEC » (Associations villageoises d'épargne et de crédit) et les appuyer à relever l'économie locale.
-------------------------	--

2.2. Analyse « DO NO HARM »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Le risque est là car les sources locales ont indiqué que l'enregistrement des déplacés se fait sur base de paiement de 1000FC. Ensuite la vulnérabilité de la zone fait que les mécanismes de survie soient en deçà des attentes.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	- Il y a probabilité d'accentuation des conflits communautaires entre les retournés, les déplacés et les familles au cas où l'assistance humanitaire serait exclusive, réservée à une catégorie de la population ; -Le non implication des autorités et leaders communautaires dans différentes étapes du processus de l'intervention humanitaire. Mitigation : Impliquer les leaders locaux dans les activités du début à la fin en les sensibilisant sur les principes humanitaires. En cas d'assistance humanitaire dans la zone que toutes les catégories de la population présente dans la zone y compris les familles d'accueil soient prises en compte sans distinction.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	La zone est accessible et se rapproche des agglomérations telles Kasindi / Lubirha, Beni et Butembo. Aucun risque n'est à craindre si besoin d'approvisionnement, sauf imprévu suite à l'insécurité. Mitigation : Forte Sensibilisation des parties prenantes (commerçants s'il y a option de foire et les banques / distributeurs de monnaie et/ou les changeurs de monnaie s'il y a besoin de Cash).

2.3. Accessibilité

2.3.1. Accessibilité physique

Type d'accès	Les communes de Bulongo et Lume, Mutwanga cité et Nzenga sont physiquement accessibles par voie terrestre (pieds, vélo, motos, véhicules) durant toutes les saisons. Il existe aussi une piste d'atterrissage d'avion petit porteur et hélicoptère dans l'aire de santé de Nzenga en usage du personnel de Parc national des Virunga.
---------------------	---

2.3.2. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Au cours de l'évaluation, la situation sécuritaire était relativement calme dans les aires de santé de Bulongo, Kitokoli, Mutwanga et Nzenga. Tous les dispositifs de sécurité sont présents dans la zone, cependant l'insécurité est toujours là. La zone est sous contrôle de la PNC, de FARDC de la brigade d'intervention rapide du 3300 régiment est basé à Mutwanga et du 2102 régiment à Bulongo. La Monusco basée à Mutwanga effectue des patrouilles sporadiques à partir de sa position. Les services de renseignement tels qu'ANR et DGM sont dans la zone, ils interagissent avec la PNC, le FARDC et la Monusco. Cependant, l'axe Bulongo - Lume ; la situation sécuritaire demeure volatile et incertaine car l'activisme des ADF s'annonce dans ses périphéries comme Rughetsi, Mighende, Kudi, Vuhumirwe, Vuhira et Masambo. Toutefois, les opérations conjointes militaires de l'armée congolaise (FARDC) et l'armée Ougandaise (UPDF) lancées dans la zone donnent un climat d'espoir à l'instauration de la paix, sauf imprévu.
--------------------------------	---

	Les sources locales ont indiqué que des cas de cambriolage et de braquage en cours de route sont courants dans la zone.
Communication téléphonique	Les réseaux Vodacom, Airtel et Orange sont opérationnels dans la zone, toutefois la préférence de la population orientée vers Airtel.
Stations de radio	4 radios communautaires émettent dans la zone en FM : - Radio Télé Bulongo (RTB) : 105.8 - Radio Télé Evangélique de Virunga (RTEV) : 98.5 - Radio Rwenzori Voice Radio (RVR) : 88.5 - Radio télé communautaire (RTCL) : 106.2 Dont 2 à Mutwanga, 1 à Lume et 1 à Bulongo.

2.4. Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	Il a été signalé les cas d'abus et de dérapage de protection dans la zone tant chez les déplacés, les retournés et les autochtones sur l'axe Bulongo - Lume et Nzenga - Mutwanga. Les plus courants sont : - Les arrestations arbitraires suivies des tortures des civiles et des amendes ; - Tracasserie des civiles qui vont aux champs suivi de rançon ; - Irrigation des barrières intempestives suivies des tracasseries ; - Tueries des civiles dans les zones considérées sécurisées ; - Pillages des biens des civiles (boutique, produits de champs) ; - Incendie des véhicules ; - Exploitation et abus sexuels ainsi que d'autres types de violences faites aux femmes et filles de la zone ; - La prostitution des filles de moins de 18 ans ; - Usage des boissons fortement alcoolisées par les personnes mineures. La prostitution est considérée comme stratégie de survie pour les filles mineures. Les tenanciers proxénètes des maisons de tolérance communément appelées QG recrutent les jeunes filles de moins de 18 ans et les exploitent. Ces filles sont contraintes d'utiliser des produits stupéfiants et drogues pour faire face à des sollicitations d'éventuels clients. Il a été dénombré 42 QG qui exploitent 205 filles mineures à Bulongo, plus de 87 QG à Nzenga.
---	--

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Tueries des civiles	Rughetsi à 5km de Lume	ADF	7 personnes dont 4 enfants appartenant aux groupes d'autodéfense de Lume.	Dans la nuit du 21 - 22/04/2022 Ces tueries se sont accompagnées des pillages des biens, d'incendie des maisons et les mouvements pendulaires de populations.
Occupation de la concession de l'école par les ADF (EP TAJI) ;		ADF	Ecole	Les ADF occupaient la concession de l'EP TAJI (à Loulo) 6 Km de Mutwanga, ils ont été délogés par les FARDC. EP TAJI est actuellement délocalisée à Mutwanga-cité dans les enceintes des EP MUPASA et KYANIKA.
Cas des viols enregistrés	Bulongo	Présumés FARDC et civils	8 cas de viols	Ces cas sont perpétrés sur les filles mineurs dont une fillette de 5 ans violée en date du 25/04/2022 et admit pour les soins au CSR Bulongo pour les soins appropriés.

Arrestation arbitraire, extorsion et torture	Bulongo Lume	Présumés FARDC et UPDF	Plusieurs cas ont été signalés	Selon les sources sur place, lors des patrouilles nocturnes, les populations civiles sont victimes de plusieurs abus dont l'extorsion des téléphones, billets de banque et autres biens de valeur. D'autres personnes sont arrêtées et fouettées avec extrême violence.
--	--------------	------------------------	--------------------------------	---

Protection générale :

- Examiner les possibilités d'assister les PDIs, retournées en nourriture et NFI ;
- Renforcer le monitoring pour évaluer les besoins humanitaires et de protection dans la zone.

VBG :

- Démobiliser les filles mineures des QG identifiés et appuyer le programme intégré de désintoxication, scolarisation et réinsertion socioprofessionnelle ;
- Appuyer le positionnement Kits PEP post-viol et antibiotiques pour la prise en charge syndromiques des VBG aux structures afin d'assurer une prise en charge médicale aux survivantes des VBG retournées / déplacées ;
- Appuyer en urgence les structures de santé avec les antibiotiques pour la prise en charge syndromique des IST, et cela le plutôt possible ;
- Accompagner les prestataires de santé dans la prise en charge psychosociale et médicale des VBG ;
- Envisager une distribution des nourritures afin de barrer les risques VBG et limiter le mouvement pendulaire des déplacés dans des zones insécurisées à la recherche des vivres.

Protection de l'Enfance :

Renforcer le processus de réunification familiale et le mécanisme communautaire de protection de l'enfant.

Relations / Tension entre les différents groupes de la communauté	La cohabitation entre les PDIs et la population hôte est bonne. Entre les pygmées qui ont fui de Kyavikere (Bahatsa et Loselose) et la population locale ; les relations sont bonnes.
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	La PNC, les autorités administratives locales et les FARDC gèrent les cas de protection. Cependant, le volet juridique reste encore un problème. Les sources locales ont indiqué que les auteurs des viols aux mineurs une fois identifiés ; ils sont arrêtés par les services de l'ordre ensuite libérés après avoir payé une somme de 200 000 à 300 000 FC les victimes sont alors abandonnées à leur triste sort.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	- Insécurité et insuffisance des produits agricoles causant ainsi une hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché ; - Incapacité financière pour les parents de payer les frais scolaires au niveau des écoles secondaires, la croissance du taux d'abandon de déscolarisation - Chute de l'économie de la zone suite à l'inaccessibilité aux moyens de survie (champs) ; - Accès limité aux zones de production agricole et d'élevage ; - Baisse du taux de recouvrement et croissance d'insolvabilité dans les structures sanitaires. La population retournée, déplacée et autochtone n'ont pas de revenu pour payer les soins de santé ; - Abandon des villages et ses conséquences : destruction des écoles, des sources d'eau potable, des centres de santé.
Présence des engins explosifs	Les sources locales ont renseigné que 6 engins explosifs sont localisés entre Apieyutu et Keneambaore qui sont des zones d'approvisionnement de la population en vivres en cas d'accalmie. Au mois de mars 2022, une explosion s'est produite à Bulongo (Mabasimba) et causant la mort d'une personne et 2 blessées.

Perception des humanitaires dans la zone

La présence des humanitaires dans la zone serait un soulagement pour la population en secteur de Ruwenzori tout entier. Ce soulagement constituerait une réponse psycho-social aux populations vivant dans la vulnérabilité.

Réponses données

Jusqu'au moment des évaluations, il n'y a aucune réponse humanitaire face à la crise.

Gaps et recommandations

Gaps : Besoins de la sécurisation de la zone par :

- ✓ Instauration de l'autorité de l'Etat sur toute la zone et réduction des violences ;
- ✓ Sécurisation des populations civiles victimes des atrocités des présumés ADF ;
- ✓ Présence non permanente des acteurs humanitaires de protection pour identifier les abus liés à la sécurisation des civiles ;

Recommandations

- Renforcer les opérations pour mettre fin aux violences dans la zone,
- Mobilisation des ressources et présence des acteurs humanitaires pour approfondir l'analyse protection à mettant un accent particulier sur la protection de l'enfant, de la femme et les VBG ;
- Renforcement des projets de prise en charge holistique des cas de violences sexuelles, torture, autres formes de violence dans la zone ;

2.5. Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Impact de la crise sur l'abri	- La population vit dans la promiscuité (12 à 20 personnes dans les ménages), d'où exposition au risque d'incidents de violence sexuelles et d'atteinte à l'intimité ; - Hausse de prix de loyers aux PDI et retournés sans abris ; - Conflits fonciers récurrents contre les retournés - Détérioration et vétusté des abris inhabités après abandon ; - Insuffisance d'abris dans la zone relative à la présence accrue des PDIs.
Type de logement	La plupart des autochtones et des retournés habitent leurs maisons propres mais en état de délabrement, tandis que les PDIs vivant dans les familles d'accueil (soit 82 %) et les PDIs vivant dans les maisons de location (soit 18 %) dont les frais de loyer varient entre 5 et 10 \$ / mois.
Accès aux articles ménagers essentiels	L'insuffisance en Articles Ménagers Essentiels s'observe tant chez les déplacés, retournés et familles d'accueil. En fuyant les exactions ADF, les PDIs ainsi que les retournés auraient abandonné leurs biens et leurs articles essentiels ménagers auraient été pillés. Les items présentement utilisés par les déplacés sont empruntés par leurs familles d'accueil, les voisins, les personnes de bonne volonté, les amis ou les membres de famille. Il s'observe une carence en support de couchage (lit, draps, couvertures et MIILDA), en articles de cuisson (cuvette, louche, casserole) ainsi que les récipients de puisage et de stockage d'eau. Certains ménages IDPs et retournés visités ont témoigné avoir reçu quelques AME des autochtones de bonne foi pendant que d'autres sont obligés de dormir à même le sol et de cuisiner à ciel ouvert.

Score Card d'articles ménagers essentiels (AME)

STATUTS	VALEUR	ALERTE
Déplacés	4.2	5
Retournés	3.9	5
Autochtones famille d'accueil	3.8	5
TOTAL	3.9	5

Ce tableau nous montre que le besoin en AME dans la zone est criant en faveur des en faveur des retournés, des déplacés et des autochtones. La vulnérabilité chez les autochtones s'explique du fait qu'ils se partagent leurs items avec les déplacés.

Analyse de la vulnérabilité des ménages déplacés en (AME)

Indicateur	Valeur	Intervalle de Confiance	
		Inférieur	Supérieur
Taille de Ménage	6	6	6
Score Total	4.1	3.4	4.1
Couchage	4.4	3.2	4
Couverture et drap	4.4	4.3	4.4
Habit – complet femme	4.3	3.7	4.3
Casserole	4.2	3	4.3
Habit – complet enfant	4.1	3.6	4
Bassine	3.8	3	3.8
Bidon	3.8	3	3.8

Ce tableau révèle un **score** de vulnérabilité avec un SCORE CARD moyen en AME de **4.1** supérieur au seuil (3.5), ce qui explique le besoin criant d'une assistance en AME pour les personnes déplacées en particulier.

Les couchages, les habits complets femmes, les casseroles, les habits complet enfants, les bassins et bidons constituent un besoin ressenti au sein de la communauté.

Possibilité de prêts des articles essentiels

Les familles déplacées et retournées utilisent des AME vétustes et insuffisants Tantôt, ils s'entre-prêtent des articles à utiliser selon le rapprochement familial.

Situation des AME dans les marchés

Depuis leur le déplacement et le retour les prix des AME ont varié sur le marché ; pas seulement à cause de l'insécurité, mais aussi les mesures de riposte contre le COVID-19 ont limité l'accès aux articles vu que la population s'approvisionne en Ouganda qui présente beaucoup des contraintes de voyage.

Faisabilité de l'assistance ménage

En moins que la sécurité soit rétablie dans la zone, L'assistance en AME dans les ménages pourrait accentuer les cas de cambriolage au sein de la population

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre / Type des bénéficiaires	Commentaires
Jusqu'à présent ; aucune assistance n'a été organisée en faveur des vagues de déplacées ainsi que des retournées depuis la crise.				

Gaps et recommandations

Gap : Besoin criant en AME.

Recommandation : Assistance d'urgence en AME dans la mesure du possible au cas où la zone serait pacifiée.

2.6. Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune réponse humanitaire EHA déclarée dans la zone.
Risque épidémiologique	Le réseau d'adduction d'eau potable, les infrastructures d'hygiène et d'assainissement dans la zone ne parviennent pas à couvrir les besoins de la population autochtone, déplacée et retournée. Pour ce ; il y a risque de croissance des maladies liées à l'EHA dans la zone.
Accès à l'eau après la crise	La couverture en eau potable est faible à Mutwanga, à Nzenga comme à Bulongo et Lume. La tuyauterie du réseau d'adduction d'eau existante comporte des cassures qui causent la fuite d'eau. Avant la crise, le débit au niveau du bac collecteur était de 0,8 l/s mais pour le moment il a diminué à 0,35/s. C'est une adduction à partir de 5 sources aménagées, actuellement en état vétuste avec un réservoir de 240 m³ réalisée en 2018 par CARE International. Le réservoir présente des fissures à ses parois mais la conduite en générale ne présente aucune fuite et les tuyaux sont en Polychlorure de Vinyl - PVC avec différentes dimensions : (PVC 90 mm ; 75 mm ; 63 mm et 32 mm) traversant les ravins sans gaines mais en bon état. Certaines bornes fontaines ne sont plus fonctionnelles suite à la diminution d'eau au niveau du bac d'où l'on observe les bidons qui traînent lors du puisage. Cette adduction couvre l'aire de Santé de NZENGA avec 55 bornes fontaines publics, 58 bornes privées et une partie de l'aire de Santé de Bulongo, de Kitokoli ainsi que l'aire de Santé de Kalembo précisément à Mutilipi et Kalembo centre. La grande partie de la commune rurale de Bulongo est desservie par une autre adduction construite par WORLD VISION en 2012 ayant 117 bornes fontaines dont 3 ne sont plus fonctionnels. Il existe aussi multiple et 4 sources aménagées par le même partenaire en 2003 dont 2 ont été visitées (source KASOKO avec un débit de 0,12 litre/seconde et la source aménagée MARIDOFU dont son aire de puisage ne facilite plus le prélèvement du débit suite à son état vétuste. Les sources LAZARO et HARARERI car situées dans les zones où la sécurité est incertaine. Les comités de gestion des points d'eau sont inactifs dans la région car aucun point d'eau dans la zone n'est entretenu et protégé. Les déplacements liés aux attaques ADF serait la cause de cette inactivité des comités de gestion. Quant à la commune de Lume avec 2 aires de santé Lume et Kudi ; elle est desservie par une adduction d'eau potable construite en 2011 par Oxfam. Actuellement la pénurie d'eau est criante suite à la présence des PDI et à la chute de débit d'eau. La zone est traversée par une rivière la rivière Lume qui est en usage courant.
Type d'assainissement	Il y a inexistence d'infrastructures sanitaires dans la zone évaluée. Les estimations locales ont montré que 2 sur 10 ménages ont accès à une latrine hygiénique. 8 sur 10 latrines de la zone sont soit à un taux de remplissage de 75% soit avec une superstructure vétuste. Elles ne sont pas protégées ; soit sans portes ou sont en ciel ouvert. Dans certains ménages, on a observé les matières fécales des enfants derrière les maisons par crainte de tomber dans les fosses. La présence des déplacés et les retournées risque d'accentuer les besoins et explosion de maladies liés à l'insuffisance de l'assainissement.
Commentaire	La zone de santé de Mutwanga connaît un assainissement dégradant. L'hygiène et assainissement ne constituent plus la priorité de la population à part la protection. Les marchés de la zone n'ont ni latrines ni poubelles hygiéniques. Pas de douches de bonne qualité. Les douches existantes sont construites en rameaux de palme et ne respectent pas les normes d'intimités ni d'hygiène. Dans les structures scolaires et sanitaires, les douches, latrines, impluviums, fosses à placenta, incinérateurs sont vétustes nécessitant soit des nouvelles constructions soit une réhabilitation. Les poubelles familiales sont presque inexistantes.

Pratiques d'hygiène

Pas de dispositifs de lavage des mains dans les ménages des déplacés et des retournés ; aux écoles comme aux structures sanitaires dans la zone.

Dans les écoles et les structures sanitaires ayant des impluviums, ces derniers sont très vétustes.

Eau, Hygiène, et Assainissement	Valeur
Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines	16%
Pourcentage de ménages qui utilisent une source d'eau à boire salubre (puits protégé, source aménagée, eau de robinet, eau d'urgence amenée par camion)	39,1%
Proportion de ménages ayant accès facile en distance (<500m) et en temps (<15mn) à une ressource d'eau protégé	28,4%
Pourcentage de ménages qui ont accès à une latrine hygiénique	24,8%
Pourcentage de ménages qui ont accès à une douche	46,5%
Pourcentage des ménages avec accès au savon	20%

Source : ECZS

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre / Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune intervention WASH n'est signalée depuis le début de cette crise.				

Gaps et recommandations

Gaps :

- Besoins en latrines familiales et publiques (écoles, centres de santé, marché) ;
- Besoins en douches familiales aux IDP et retournés,
- Douches aux structures sanitaires
- Besoins en sources et bornes fontaines aménagées.

Recommandations :

- Avoir des partenaires WASH dans la zone pouvant couvrir les besoins en dans la communauté et dans les structures publiques.

2.7. Santé et Nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Pas tout en fait. PDSS est présente dans la zone mais ne couvre pas toutes les aires de santé visitées avec la gratuité de l'accouchement. Il en est de même pour IMA via PPSSP avec son appui à la prise en charge du paludisme en fournissant les antipaludéens.
Risque épidémiologique	Pas d'épidémie déclarée dans la zone. Toutefois les conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement exposent la zone à une probable éclosion d'une épidémie des maladies diarrhéiques. L'insécurité alimentaire qui sévit dans la zone met à risque élevé la recrudescence des cas de malnutrition.
Impact de la crise sur les services	Faible taux de recouvrement des factures des soins et non paiement des factures médicales par les dépendants des militaires, les IDP et les populations retournées. Insuffisance des médicaments dans les structures sanitaires.

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

	Indicateurs collectés au niveau des structures	CSR Bulongo	CS Kitoko li	CS Lume	CS Nzeng a	HGR Mutw	Moyenne
1	Taux d'utilisation des services curatifs en %	74%	49%	45%	61%	71%	60%
2	Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié en %	32%	11%	18%	25%	49%	27%
3	Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	23%	14%	33%	76%	43%	38%
4	Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	8%	2%	3%	13%	24%	10%
5	Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	5%	4%	4%	3%	4%	4%
6	Couverture vaccinale en DTC3	52%	39%	42%	56%	61%	50%
7	Couverture vaccinale en VAR	49%	48%	56%	64%	59%	55%
8	Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans hospitalisés	12%	5%	9%	16%	3%	9%
9	% des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème	61%	45%	43%	55%	41%	49%
10	Taux de mortalité liée à la diarrhée chez les enfants (nouveaux cas)	4%	9%	2%	0%	0%	3%
11	Taux de malnutrition aigüe Globale	31%	17%	7%	38%	11%	21%
12	Taux de malnutrition Sévère Aigue	7%	1%	0%	9%	1%	3,60%

Analyse nutritionnelle :

Les problèmes prioritaires identifiés dans le secteur de la nutrition fait face dans la zone sont :

- Faible couverture des Aires de santé (AS) par le programme nutritionnel dans les 4 AS évaluées ne sont pas appuyées (pour la MAS et pour la prise en charge de la MAM) ;
- Nombre réduit des partenaires en appui aux programmes nutritionnels de la place dans la mesure où seuls deux partenaires appuyant les 4 AS ;
- Nombre insignifiant des personnels formés en nutrition sur Prise en charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe (PCIMA) et Activités du Nourrisson et Jeune Enfant (ANJE) ;
- Rupture récurrente d'intrants nutritionnels dans la grande majorité des formations sanitaires depuis plus de 4 mois ;
- Absence d'activités de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles liées à l'ANJE-U ;
- Absence d'activités de suivi de la situation nutritionnelle dans les 4 aires de santé (dépistage de masse, approche family MUAC, etc.)

La zone de santé de Mutwanga est en déficit des intrants nutritionnels, d'où la multiplication des cas de rechute.

< 115 mm	Malnutrition aigüe sévère	(MAS)
115 mm - 125 mm	Malnutrition aigüe modérée	(MAM)
> 125 mm	Pas de malnutrition	-
MAG	Malnutrition aigüe globale	MAG = MAS+MAM

Commentaire : Des indicateurs qualitatifs ci-haut générés, il ressort que le taux d'utilisation de service curatif est de 60 % en moyenne dans la zone bien que l'accès aux soins soit difficile. Cependant, vue la crise dans la zone, le taux des enfants de 6 à 59 mois avec PB < à 115 mm est inquiétant, soit 49 %. Accompagnement des populations retournées et déplacées en dotant les structures sanitaires de la place en médicaments pour la gratuité des soins, réfectionner les bâtiments et appuyer les structures intégrées en nutrition et en intrants nutritionnels.

Services de santé dans la zone

La zone évaluée est couverte par 4 aires de santé : Bulongo, Kitokoli, Lume et Nzenga. Les défis liés au paiement des factures des populations retournées, les populations déplacées ainsi que les militaires affectés dans la zone.

Lors de la mission, les constats ci-après ont été faits :

- Faible capacité de prestataires du système de santé à la gestion des risques sanitaires ;
- Déficit dans le système de surveillance à détecter, notifier et répondre aux épidémies et autres urgences de santé publique dans le cadre de la surveillance intégrée des maladies et réponse.
- Absence des fiches de notifications des alertes dans certaines FOSA et CS visités.

Concernant la surveillance et PEC :

- Non disponibilité et mauvaise tenue des outils de surveillance et de PCI : un relâchement des acteurs commis à la surveillance, et la démotivation des prestataires ;
- Faible remontée des alertes des maladies sous surveillance et des événements de santé publique ;
- Les comités d'hygiène sont non fonctionnels ;
- Faible capacité du laboratoire zonal en termes d'intrants et circuit d'acheminement des échantillons jusqu'au niveau provincial ;
- Absence des médicaments et matériels médicaux pour la PEC des vulnérables ;

Concernant la vaccination :

- Identification des enfants de moins de 5 ans non complètement vaccinés par le PEV de routine parmi les déplacés, retournés et familles d'accueil ;
- Disponibilité des vaccins et matériel de vaccination au niveau des BCZ : tous les vaccins de routine sont disponibles sauf BCG ;
- 04 aires de santé dans la Zone de santé de Mutwanga sans chaînes de froid homologués : AS Bulongo, Lume, Kitokoli, et Nzenga.

Concernant PCI :

Il a été constaté ce qui suit :

- Absence d'intrants PCI dans les FOSA ;
- Les cas d'infections nosocomiales signalés suite au mauvais système de stérilisation d'hygiène hospitalier ;
- Non-respect de l'hygiène des mains et manque d'eau potable dans les ménages des retournés / déplacés, certains FOSA et écoles dans la zone.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune assistance spécifique liée à la crise n'est signalée.				
Toutefois, IMA / PPSSP accompagne la ZS de Mutwanga dans la PEC du paludisme et PDSS travaille certaines structures sanitaires avec la gratuité de l'accouchement, pour les femmes enregistrées et possédant le jeton.				

Gaps et recommandations

- Appuyer la réhabilitation / la construction des infrastructures de santé afin d'augmenter leur capacité d'accueil et la qualité des soins ;
- Mécaniser le personnel de santé dont plus 60% non payé par l'Etat, par conséquent pris en charge localement ;
- Plaider pour la gratuité des soins aux populations retournées, déplacées et autochtones.
- Appuyer les structures sanitaires en médicaments essentiels.
- Appuyer les composantes de la PCIMA afin de lutter contre la Malnutrition aigüe globale dans la zone.

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non

2.8. Education

Impact de la crise sur l'éducation

Les ADF occupaient la concession de l'EP TAJI (à Loulo), ces assaillants ont été délogés par les FARDC. EP TAJI est actuellement délocalisée à Mutwanga dans les enceintes des EP MUPASA et KYANIKA.

EP SAA SITA Nombre de classes : 14 Effectifs : 611 dont Filles = 318. Déplacés : 159 dont filles = 98. Retournés : 274 dont Filles = 131. Autochtones : 178 dont filles = 89	EP MAPASANA Nombre de classes : 6 Effectifs : 185 dont Filles = 85. Retournés : 105 dont Filles = 44. Déplacés : 80 dont Filles = 41,
EP ISWAZA Nombre de classes : 10 Effectifs d'école Total : 621 dont Filles = 291 Retournes : 145 dont Filles = 78 Déplaces : 176 dont Filles = 87	EP SAYUNI Nombre de classes : 14 Effectif global : 432 dont Filles = 217 Déplacées : 115 dont Filles = 56 Retournés : 220 dont Filles = 117 Orphelins : 97 dont Filles = 44
EP MASIGHO Nombre de classes : 14 Effectifs : 994 dont Filles = 429 Déplacés : 235 dont Filles = 101 Retourné : 0	EP UTARATIBU Nombre de classes : 12 Effectifs : 665 dont Filles = 360 Retournés : 400 dont Filles = 205 Déplacés : 220 dont Filles = 150
EP MATUNGU Nombre de classes : 8 Effectifs d'école : 382 dont Filles = 198 Retournés : 8 dont Filles = 5 Déplacés : 65 dont Filles = 31	EP BULONGO Nombre de classes : 11 Effectif total : 417 dont Filles = 198 Retournés : 87 dont Filles = 56 Déplacés : 243 dont Filles = 120
INST UTARATIBU Nombre de classes : 16 Effectif : 767 dont Filles = 393 Retournés : 353 dont Filles = 188 Déplaces : 213 dont Filles = 111	EP NSENDA Nombre de classes : 6 Effectif total : 412 dont Filles = 221 Retournés : 311 dont Filles = 157 Déplacés : 101 dont Filles = 64
EP. MATYA Nombre de classes : 9 Effectifs : 279 dont Filles = 125 Retournés : 15 dont Filles = 8 Déplacés : 42 dont Filles = 17	EPA RUWENZORI: Nombre de classes : 15 Effectif : 665 dont Filles = 328 Retournés : 479 dont Filles = 284, Déplacés : 320 dont Filles = 148
EP PANDOLO Nombre de classes : 6 Effectif : 408 dont Filles = 221.	E.P MURAMBI Effectif total: 266 dont Filles = 133 Déplacés : 27 dont Filles = 16

	Retournés : 36 dont Filles = 16. Déplaces : 58 dont Filles = 22. Enseignants : 6 dont Femmes =3.	Retournés : 161 dont Filles = 64								
	EP SADIKI Effectif : 272 dont Filles = 123. Déplacés : 45 dont Filles = 27 Retournés : 183 dont Filles = 61.	EP NGWANGWA Nombre de classes : 6 Effectif total: 282 dont Filles = 146 Retournés : 11 dont Filles = 7 Déplacés : 48 dont Filles = 29								
	EP MENGA Effectif total : 394 dont Filles = 201 Retournés: 101 dont Filles = 47. Déplacés : 103 dont Filles = 55.	Axe Bulongo : 14 écoles, Axe Mutwanga - mwenda : 30 Axe Lume - Rugetsu : 32								
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	- Taux de déperdition scolaire de 30% cette année par rapport à l'année scolaire passée (due probablement à l'instabilité dans la zone) ; - Le taux d'intégration scolaire des enfants populations retournées et PDIs est de 35 % (filles et garçons), avec un taux de déperdition scolaire de 42 % chez les enfants retournées. Plusieurs causes sont à la base de cette situation notamment l'instabilité et la précarité causée par les déplacements pendulaires dus aux attaques des rebelles ADF, la situation socioéconomique précaire des parents, le manque de nourriture (avant et après l'école), les difficultés d'apprentissage dues aux traumatismes causés par les conflits armés.									
Indicateurs Education	<table><tr><th colspan="2">Indicateurs Education</th></tr><tr><th>Indicateurs collectés au niveau des structures (Primaire)</th><th>Commune rurale de BULONGO</th></tr><tr><td>Taux de scolarisation filles</td><td>60 %</td></tr><tr><td>Taux de scolarisation garçons</td><td>70 %</td></tr></table>		Indicateurs Education		Indicateurs collectés au niveau des structures (Primaire)	Commune rurale de BULONGO	Taux de scolarisation filles	60 %	Taux de scolarisation garçons	70 %
Indicateurs Education										
Indicateurs collectés au niveau des structures (Primaire)	Commune rurale de BULONGO									
Taux de scolarisation filles	60 %									
Taux de scolarisation garçons	70 %									
Détails des différents écoles	a) Déplacements des écoles La crise ADF a engendré des conséquences multiples sur l'éducation. De dizaines d'écoles ont été obligées de fermer et se déplacer vers les localités où les conditions sécuritaires étaient bonnes. C'est, le cas des écoles qui ont quitté sur l'axe Mutwanga – Bulongo – Lume notamment les localités de Kalembo (1 Ecole conventionnée catholique et 1 CECA 20), Kisima (4 écoles adventistes), Ndoma (1 école non conventionnée), Halungupa (2 écoles conventionnées et 2 écoles CECA 20), Keneambaore (2 écoles CECA 20 et 1 école Kimbanguiste) pour s'installer dans la commune rurale de Bulongo. b) Accès, fréquentation et maintien scolaire Du point de vue accès à l'éducation, seulement 10 à 20% d'enfants déplacés et retournés qui ont accès à l'école. Le faible taux d'accès à l'école pour les enfants déplacés et retournés est dû au manque des kits scolaires et la précarité de la situation socioéconomique de leurs parents ; il a été signalé le taux élevé d'abandon scolaire des élèves déplacés dû éventuellement au manque de cantines scolaires en termes de stratégies pour la fréquentations et maintien scolaire des élèves déplacés La gratuité de l'enseignement a moins d'incidence sur les élèves déplacés et pose le, problème des capacités d'accueil de quelques écoles d'accueil qui connaissent des classes pléthoriques ; il s'agit des classes de 1ère à 4^{ème} année primaire. Ci-après les écoles d'accueil de la commune rurale de Bulongo qui abritent les écoles déplacées, il s'agit de : EP UTARABU, EP MURUBENA, EP SAYUNI, EP PANDOLO, EP MULONGO, EP HODARI, EP MUSAMBA. c) Etat des infrastructures scolaires 80% d'écoles de Bulongo sont en pisé et/ou en tôle et nécessitent la construction. Il en est de même pour les écoles de l'axe Mtwanga – Lume. La plupart des salles de classe sont dépourvues des bancs - pupitres et utilisent les troncs d'arbres fixés au sol comme bancs. Il									

se pose aussi le problème d'inexistence des infrastructures de WASH scolaire au sein des écoles visitées. La plupart des latrines datent de plus de 10 ans.

Capacité d'absorption

Indicateurs collectés au niveau des structures (secondaire)	Commune rurale de BULONGO
Taux de scolarisation filles	60 %
Taux de scolarisation garçons	40 %

La gratuité de l'enseignement de base a occasionné le surpeuplement des salles de classes montantes des écoles primaires de la commune rurale de Bulongo. Il y a besoin de mise en place de classes additionnelles d'urgence en vue de l'accueil des enfants déplacés et nouveaux inscrits du primaire.

Ainsi l'absorption des écoliers déplacés déscolarisés se bute au problème d'insuffisance des salles de classes supplémentaires. Il faut signaler qu'il y a même des écoles déplacées suite aux conflits. Par ailleurs, il y a aussi des écoles délocalisées pour de raison sécuritaire.

Ces écoles jadis localisées dans les quartiers périphériques ou proches de positions militaires ont été délocalisées et installées dans l'enceinte d'autres écoles où il y a plus de sécurité, c'est le cas de : EP NSENDA, EP HURARA et EP MUOTSE.

Signalons que les pupitres, portes et chevrons des écoles délocalisées sont volés et utilisés comme bois de cuisson tandis que les tôles seraient emportées par des militaires et des inconnus. Les salles de classe en pissées de la plupart des écoles délocalisées ou déplacées sont actuellement en état de délabrement très avancé.

Il y a la nécessité d'agrandir la capacité d'accueil des écoles avec la construction des salles de classe additionnelles ainsi que la mécanisation rapide des enseignants « nouvelle unité ».

Réponses données

Réponses donnée	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre / Type des bénéficiaires	Commentaires
				Signalons que les derniers appuis WASH scolaires ont été accordés par NRC en 2002 et OXFAM en 2008
<i>Depuis la crise, pas d'acteur éducation qui se serait positionné dans la zone pour une certaine assistance</i>				
N/A	N/A	N/A	N/A	Depuis le déclenchement des conflits ADF en 2010 - 2014 aucun acteur Humanitaire ne s'est positionné dans la zone.

Gaps et recommandations

Gaps :

- Faible capacité d'accueil des écoles de la commune rurale de Bulongo et de Mutwanga ;
- Accompagnement avec le WASH Scolaire à travers les écoles ;
- Insuffisance/manque des kits scolaires disponibles pour les écoliers déplacés ;
- Appui psycho social aux enfants qui présentent les signes de traumatisme ;
- Sensibilisation et lutte contre les violences sexuelles en milieu scolaire ;
- Lancement des jardins et cantines scolaires ;
- Organisation des sessions d'appui psychosocial aux élèves et enseignants affectés par les conflits ;
- Réhabilitation et construction des salles de classe additionnelles pour rentabiliser la gratuité de l'enseignement universel de base ;
- Accélération de mécanisation des enseignants « nouvelle unité » ;

- Renforcement des capacités des enseignants sur les modules relatifs à l'éducation en situation d'urgence.

Recommandations :

- Distributions des kits scolaires et récréatifs ;
- Réintégration des enfants déscolarisés ou non scolarisés de la zone par des centres de rattrapage ou de récupération scolaire ;
- Mécanisation rapidement d'enseignants nouvelle – Unité qui sont pris en charge par les parents ;
- Réhabilitation et/ou construction d'écoles et d'ouvrages d'assainissement (rares dans la plupart d'écoles) ainsi que la mise en place des latrines d'urgence ;
- Lancement des cantines scolaires en vue de garantir la fréquentation, la rétention et l'achèvement scolaire des enfants vulnérables.

Recommandations principales de la mission

▪ Aux autorités (militaires et civiles)

- Assurer la sécurité des personnes et leurs biens pour les zones de retour et faciliter la paix pour le retour de déplacés ;
- Veiller à ce que les leaders locaux soient capacité sur l'identification et l'enregistrement des personnes déplacés / retournées en vue d'avoir des effectifs de base pour les acteurs humanitaires ;
- Assurer une surveillance des prix de denrées dans les zones affectées en vue de limiter les spéculations sur les marchés ;
- Vérifier et nettoyer les écoles transitées par les rebelles des restes des engins non explosés et
- Protéger les écoles contre les pillages des tôles, bancs, portes utilisés comme bois de chauffe.

▪ Aux acteurs humanitaires locaux

- Renforcer le plan de réponse humanitaire dans les zones de retour / de déplacés ;
- Mobiliser les acteurs pour un ciblage conséquent dans les zones ;
- Procéder à des évaluations sectorielles approfondies dans les zones d'accueil et de retour afin de faire une mise à jour du contexte humanitaire ;
- Apporter une assistance d'urgence aux populations retournées / déplacées / les familles d'accueil notamment en vivres, AME, abris d'urgence en accès aux soins de santé de première.

Annexes

- Les photos du terrain (Annexe I)
- Démographie de l'évaluation : la zone est couverte de 4 aires de santé (Annexe II).



Mise au point de la mission avec les directeurs, OSC et agent de la Sécurité.



E.P Pandolo à Bulongo emportée par le vent violent le 5/02/2022



Enfants en pleins travaux d'entretien de la route de desserte agricole Bukokoma - Bulongo au détriment de l'école pour leur survie



Rencontre des évaluateurs avec les encadreurs nutritionnels au CS Kitokoli 8^e CEPAC / Bulongo.



Type de latrines construites par Oxfam en 2011 en état vétuste aux structures scolaires et sanitaire.



Evaluation santé nutrition au CSR Bulongo.



Evaluation latrine au CSR Bulongo



Douches traditionnelles ne respectant pas l'intimité, Q. Kambalango.



Evaluation de l'atelier d'encadrement des PSH et filles-mère de Mutwanga.



Borne fontaine dans la commune de Bulongo qui ne produit plus d'eau.



Equipe des évaluateurs au BCZS de Mutwanga accueillie par le nutritionniste de la ZS de Mutwanga.



Les abris vétuste d'un retourné dans la communauté



Evaluation de l'AME dans les ménages



Evaluation de la cuisine avec carence en AME dans le ménage à Kitokoli



EP BULONGO / Catholique



Assainissement communautaire des champs des PDIs et Retournés par CAC Bulongo

Annexe 2 :

Avec la communauté locale, une évaluation estimative sur la situation de la sécurité en ZS de Mutwanga. Il est ressorti les informations ci-dessous :

Légende :

AS sans tentatives d'incursion des ADF		AS avec multiples tentatives d'incursion ADF		AS avec incursions isolées et sporadiques des ADF		AS avec incursions multiples et récurrentes des ADF	
N°	ZONE DE SANTE DE MUTWANGA						
	Aires de santé	Situation sécuritaire	Population estimée	% abandon des villages	% IDP	% retour et autochtones	Période des exactions
1	Mwenda		16286	50%	3%	47%	2021
2	Loulo		10561	70%	1%	29%	En cours
3	Nzenga		40788	50%	2%	48%	2021
4	Kabalwa		6368	70%	3%	27%	En cours
5	Keneambaore		10392	70%	1%	29%	En cours
6	Halungupa		8800	60%	10%	30%	2021
7	Kisima		10212	90%	1%	9%	En cours
8	Kalembo		8178	90%	1%	9%	En cours
9	Bulongo		35340	40%	30%	40%	2021
10	Kitokoli		10816	55%	20%	25%	2021
11	Manzanga		8122	10%	10%	80%	Permanent
12	Lume		11956	5%	75%	20%	Permanent
13	Kudi 3		10879	5%	45%	50%	Permanent
14	Rugetsi		13298	20%	30%	50%	En cours
15	Masambo		19987	90%	00%	10%	En cours
16	Muramba		12701	10%	20%	70%	Permanent
17	Kasanga		8391	10%	20%	70%	Permanent
18	Kangahuka		26360	10%	20%	70%	Permanent
19	Lubiriha		27211	10%	30%	40%	Permanent
20	La frontière		26418	10%	20%	70%	Permanent

Commentaire :

Les informations recueillies localement ont renseigné qu'aucune aire de santé n'est à l'abri des menaces des présumés ADF.

Sur 20 aires de santé, 7 AS seraient dans une période aigue des exactions des groupes armés, 8 AS sous menaces permanentes et 5 AS avec des incidents sporadiques des incursions ADF.

Rapport conjointe ACTION DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRE (ASDI- RDC) et HOPE FOR DEVELOPMENT IN AFRICA (HD AFRICA) de l'EHTOOLS 4277.

Adresse : asdirdcdev@gmail.com , hdafricaasbl@gmail.com et info@hdafrica.com